

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 27 septembre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les règles applicables à l'appréciation des qualités caractérielles d'un candidat militaire du cadre actif ou d'un milicien, candidat officier de réserve ou sous-officier de réserve", a donné le 1er octobre 1991 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 september 1991 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de regels die gelden bij de beoordeling van de karakteriële hoedanigheden van een kandidaat-militair van het actief kader of van een dienstplichtige, kandidaat-reserveofficier, of -reserveonderofficier", heeft op 1 oktober 1991 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Alinéa 1er.

A la fin de l'alinéa, on écrira : ", notamment l'article 3, 5°;".

Alinéas 2, 3 et 4.

Ces alinéas doivent être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, modifiée par la loi du 13 juillet 1976, notamment l'article 5, modifié par la loi du 21 décembre 1990;

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifiée par la loi du 13 juillet 1976, notamment l'article 44, modifié par la loi du 21 décembre 1990;

Vu la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifiée par la loi du 21 décembre 1990, notamment l'article 21bis, y inséré par la loi du 21 décembre 1990;".

.../...

Alinéa 5.

Cet alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens, notamment l'article 11, § 1er, 4°, et l'article 13, § 2;"

Alinéa 7.

L'alinéa doit être omis, car il ne constitue ni le fondement du projet, ni une référence utile quant à sa compréhension.

Dispositif.Article 1er.

1. A l'alinéa 1er, la loi du 21 décembre 1990 doit être complétée par son intitulé.

2. L'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Pour l'application du présent arrêté, chacune des personnes visées à l'alinéa 1er est dénommée "candidat"".

Article 2.

.../...

L'article 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. Le candidat, pour être agréé en cette qualité et être admis à poursuivre sa formation jusqu'à son terme, doit posséder les qualités caractérielles requises des membres de la catégorie du personnel à laquelle il appartient ou pour laquelle il entre en ligne de compte".

Article 3.

L'article 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Possède les qualités caractérielles requises, le candidat qui, lors de son recrutement et de sa formation, satisfait aux normes applicables à sa catégorie de personnel".

Article 4.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 2 prévoit que les épreuves "sont fixées dans un règlement spécial approuvé par le ministre de la Défense nationale".

.../...

Outre que l'auteur de ce règlement n'est pas précisé, il s'impose qu'un règlement de ce type soit pris par une autorité investie du pouvoir réglementaire.

Il y a donc lieu d'écrire : "Elles sont fixées par un règlement arrêté par le ministre de la Défense nationale".

L'observation vaut aussi pour l'article 7, § 3, alinéa 2.

Article 6.

A l'alinéa 1er, on écrira : "... est communiqué au candidat".

Article 7.

1. Au paragraphe 1er, 2°, les mots "ci-dessus" doivent être omis. L'observation vaut aussi pour le paragraphe 2, 2°.

2. Le paragraphe 3, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Les annexes au présent arrêté précisent les critères qui doivent être pris en considération pour l'établissement de l'appréciation ainsi que leurs coefficients d'importance".

.../...

3. Le paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Les appréciations sont établies :

1° dans une école ou un organisme d'instruction : par l'officier directement responsable de l'instruction du candidat;

2° en dehors d'une telle école ou d'un tel organisme,

a) dans le cas d'une appréciation visée à l'article 7, § 1er, 3°, et à l'article 7, § 2, 3° et 4° : par le commandant d'unité;

b) dans le cas d'une appréciation visée à l'article 7, § 1er, 4° et 5°, et à l'article 7, § 2, 5° : par le chef de corps, après avis du commandant d'unité".

4. Le paragraphe 5 en projet ne prévoit pas que la notification de l'appréciation doit se faire par lettre recommandée à la poste. Une telle formalité s'impose dès lors qu'un appel est possible dans les cas particuliers visés à l'article 8, § 2.

.../...

Article 8.

1. Le paragraphe 2 prévoit la faculté d'appel lorsque le candidat n'a pas obtenu la moitié des points pour l'ensemble des épreuves dans l'hypothèse visée au paragraphe 1er, l'affaire étant alors soumise à une des commissions de délibération ou d'évaluation.

Il s'imposerait d'organiser la procédure d'appel. L'arrêté en projet doit être complété sur ce point.

Par ailleurs, dans la seconde phrase du paragraphe 2, il conviendrait de se référer expressément au projet d'arrêté royal relatif au recrutement et à la formation des candidats volontaires, qui a fait l'objet de l'avis L. 21.035/2/V donné le 7 août 1991.

2. Le paragraphe 3 prévoit que :

"Les modalités relatives au fonctionnement et à la composition de ces commissions diffèrent selon la phase de formation".

Si ces modalités différentes sont prévues par l'arrêté royal précité, la disposition est inutile. Dans le cas contraire, elle doit être précisée.

3. Le paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"§ 4. Si la commission ... à l'autorité qui est compétente pour se prononcer sur la perte de la qualité de candidat.

Dans le cas contraire, le candidat est censé avoir les qualités caractérielles requises".

Article 9.

1. La loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif est entrée partiellement en vigueur en vertu de l'arrêté royal du 18 février 1991 mettant en vigueur certaines dispositions de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif.

Les articles 36, 45, 48 et 53 n'ont pas encore été mis en vigueur. Il s'ensuit que le Roi, usant du pouvoir que Lui attribue l'article 9 du projet d'arrêter les dates d'entrée en vigueur de chacune des dispositions pour chacune des catégories de personnel, devra veiller à ce que l'arrêté en projet n'entre en vigueur, en ce qui concerne les musiciens, à une date antérieure à celle des articles 36, 45, 48 et 53 précités de la loi du 21 décembre 1990.

2. De même, le Roi devra veiller à ce que l'arrêté en projet n'entre pas en vigueur à une date antérieure à celle de l'arrêté royal relatif au recrutement et à la formation des candidats volontaires, étant donné que les commissions de délibération et d'évaluation prévues dans cet

.../...

arrêté royal sont visées à l'article 8 de l'arrêté en projet.

Observation finale.

Le texte néerlandais de certaines dispositions est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions de texte ont été faites à ce propos dans le présent avis.

Aanhef.Eerste lid.

Aan het slot van het lid behoort er te worden geschreven : ", inzonderheid op artikel 3,5°;".

Tweede, derde en vierde lid.

Die leden moeten als volgt luiden :

"Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de wet van 21 december 1990;

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, inzonderheid op artikel 44, gewijzigd bij de wet van 21 december 1990;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 houdende statuut der vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij de wet van 21 december 1990, inzonderheid op artikel 21bis, ingevoegd bij de wet van 21 december 1990;".

Vijfde lid.

Dit lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen, inzonderheid op artikel 11, § 1, 4°, en op artikel 13, § 2;"

Zevende lid.

Het lid moet vervallen want het levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp en draagt niet bij tot het begrip ervan.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In het eerste lid moet de wet van 21 december 1990 samen met haar opschrift worden vermeld.

2. Het tweede lid moet als volgt luiden :

"Voor de toepassing van dit besluit wordt elk van de in het eerste lid bedoelde personen "kandidaat" genoemd.

Artikel 2.

Het zou beter zijn artikel 2 als volgt te redigeren :

.../...

"Art. 2. Wil de kandidaat als zodanig worden toegelaten en zijn opleiding mogen voltooien, dan moet hij de karaktereigenschappen bezitten die geëist worden van de leden van de categorie van het personeel waartoe hij behoort of waarvoor hij in aanmerking komt".

Artikel 3.

Het zou beter zijn artikel 3 als volgt te redigeren :

"Art. 3. De vereiste karaktereigenschappen bezit de kandidaat die bij zijn werving en tijdens zijn opleiding voldoet aan de normen die van toepassing zijn op zijn personeelscategorie".

Artikel 4.

1. In het eerste lid schrijve men "psycho-technische tests" in plaats van "psychotechnische proeven".

2. Luidens het tweede lid zijn de tests "vastgelegd in een speciaal reglement goedgekeurd door de Minister van Landsverdediging".

Behoudens dat niet wordt gepreciseerd wie dit reglement opstelt, moet een dergelijk reglement worden vastgesteld door een verordenende overheid.

.../...

Er behoort bijgevolg te worden geschreven :

"Deze tests bestaan uit een reeks toetsen en een interview en zijn specifiek voor de personeelscategorie en in voorkomend geval voor de functie ... in aanmerking komt. Zij worden vastgesteld in een reglement dat wordt uitgevaardigd door de Minister van Landsverdediging".

De opmerking geldt eveneens voor artikel 7, § 3, tweede lid.

Artikel 6.

Het eerste lid zou aldus gesteld moeten worden :
"Art. 6. De einduitslag behaald voor de in artikel 4 vermelde tests tot beoordeling van de karaktereigenschappen wordt aan de kandidaat ter kennis gebracht".

Artikel 7.

1. In paragraaf 1, 2°, moet het woord "hierboven" vervallen. De opmerking geldt eveneens voor paragraaf 2, 2°.

2. Het zou beter zijn paragraaf 3, eerste lid, als volgt te redigeren :

"§ 3. In de bijlagen bij dit besluit wordt bepaald welke criteria moeten worden gehanteerd bij het op-

.../...

stellen van de beoordeling en worden de waardecoëfficiënten ervan opgegeven".

3. Het zou beter zijn paragraaf 4 als volgt te redigeren :

"§ 4. De beoordelingen worden opgesteld :

- 1° in een school of een opleidingsinstelling : door de officier die rechtstreeks verantwoordelijk is voor de opleiding van de kandidaat;
- 2° buiten een dergelijke school of instelling,
 - a) in het geval van een beoordeling bedoeld in artikel 7, § 1, 3°, en in artikel 7, § 2, 3° en 4° : door de eenheidscommandant;
 - b) in het geval van een beoordeling bedoeld in artikel 7, § 1, 4° en 5°, en in artikel 7, § 2, 5° : door de korpscommandant, na advies van de eenheidscommandant".

4. In de ontworpen paragraaf 5 wordt niet bepaald dat de beoordeling bij ter post aangetekende brief ter kennis moet worden gebracht. Een dergelijke formaliteit moet worden opgelegd daar beroep kan worden ingesteld in de bijzondere gevallen vermeld in artikel 8, § 2.

.../...

Artikel 8.

1. In paragraaf 2 wordt in de mogelijkheid voorzien beroep in te stellen wanneer de kandidaat niet de helft van de punten heeft behaald voor alle tests samen in het in paragraaf 1 bedoelde geval. De zaak wordt dan immers voorgelegd aan een van de deliberatie- of evaluatiecommissies.

De procedure voor het beroep zou moeten worden geregeld. Het ontworpen besluit moet op dit punt worden aangevuld.

Voorts zou in de tweede zin van paragraaf 2 uitdrukkelijk moeten worden verwezen naar het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-vrijwilligers waarover op 7 augustus 1991 het advies L. 21.035/2/V is gegeven.

2. In paragraaf 3 wordt bepaald dat

"de modaliteiten in verband met de samenstelling en de werking van deze commissies verschillen naargelang de vormingsfase".

Indien die verschillende voorschriften zijn opgenomen in het eerdergenoemde koninklijk besluit, is de bepaling overbodig. Indien zulks niet het geval is, moet de bepaling worden verduidelijkt.

3. Het zou beter zijn paragraaf 4 als volgt te redigeren :

.../...

"§ 4. Indien de deliberatie- of evaluatiecommissie de ongunstige beoordeling bevestigt, wordt het dossier ter fine van eindbeslissing overgezonden aan de overheid die bevoegd is om uitspraak te doen over het verlies van de hoedanigheid van kandidaat.

In het tegenovergestelde geval wordt de kandidaat geacht de vereiste karaktereigenschappen te hebben".

Artikel 9.

1. De wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader is gedeeltelijk in werking getreden krachtens het koninklijk besluit van 18 februari 1991 tot inwerkingstelling van sommige bepalingen van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader.

De artikelen 36, 45, 48 en 53 zijn nog niet in werking gesteld. Hieruit volgt dat de Koning, met gebruikmaking van de bevoegdheid die hem door artikel 9 van het ontwerp wordt toegekend om de data voor het in werking treden van elk van de bepalingen voor elk van de personeels-categorieën erop zal moeten toezien dat het ontworpen besluit, wat de muzikanten betreft, niet vroeger in werking treedt dan de eerdergenoemde artikelen 36, 45, 48 en 53 van de wet van 21 december 1990.

2. Zo ook zal de Koning er moeten op toezien dat het ontworpen besluit niet vroeger in werking treedt dan het

.../...

koninklijk besluit betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-vrijwilligers, aangezien de deliberatie- en evaluatiecommissies waarin dit koninklijk besluit voorziet in artikel 8 van het ontworpen besluit worden vermeld.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van sommige bepalingen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld zijn in dat verband in het ontwerp een aantal tekstvoorstellen gedaan.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.